



LA RÉPUBLIQUE DE MOLDAVIE : UN DÉSIR D'EUROPE CONSTANT MALGRÉ LES DIFFICULTÉS ÉCONOMIQUES

Compte rendu du déplacement du groupe interparlementaire d'amitié France - Moldavie à Chisinau et à Orhei

9 au 12 juin 2025

À l'invitation du Parlement moldave, une délégation du groupe d'amitié France-Moldavie, composée de sa présidente, Mme Véronique Guillotin, et de Mme Nadia Sollogoub, membre du groupe, s'est rendue à Chisinau et à Orhei, du 9 au 12 juin 2025.

Il s'agit du deuxième déplacement du groupe d'amitié depuis le déclenchement de la guerre en Ukraine, le Sénat participant ainsi à l'intensification des relations franco-moldaves observée depuis 2022.



La délégation sénatoriale avec les membres du groupe d'amitié Moldavie-France du Parlement moldave, présidé par Mme Marcela Adam, et Mme Dominique Waag, ambassadrice de France en Moldavie

I.- Un pays qui reste fragile économiquement en raison du contexte géopolitique

La guerre en Ukraine, qui a débuté le 24 février 2022, et les diverses crises ayant affecté le pays – crise sanitaire liée à la Covid-19 et crise énergétique – n'auront pas permis à la Présidente de la République, Mme Maia Sandu, élue en 2020 et réélue en 2024, et au Parti Action et Solidarité (PAS) majoritaire au Parlement depuis juillet 2021, de mettre en œuvre le volet économique

de leur programme pour améliorer les conditions de vie des Moldaves.

Lors de l'entretien qu'elle leur a accordé, la Présidente de la République a confirmé aux sénatrices sa volonté de développer des filières économiques et d'attirer des investisseurs étrangers malgré le conflit armé. Ces derniers, a-t-elle dit, auraient tout intérêt à faire preuve d'audace et à anticiper la fin de la guerre en Ukraine, en s'implantant dès à présent en Moldavie pour participer à la reconstruction du pays. Le Premier ministre, M. Dorin Recean, a pour sa part évoqué les capacités de son pays à nouer des partenariats dans le secteur de la défense, au moment où l'Europe cherche à accroître ses capacités militaires, grâce à un savoir-faire éprouvé en matière de transformation du métal et d'industrie électronique.



La Présidente de la République de Moldavie, Mme Maia Sandu avec Mmes Véronique Guillotin et Sonia Sollogoub

LA RÉPUBLIQUE DE MOLDAVIE : UN DÉSIR D'EUROPE CONSTANT MALGRÉ LES DIFFICULTÉS ÉCONOMIQUES

Dans le cadre des élections législatives¹ du 28 septembre 2025, la mauvaise situation économique, bien que très largement liée au contexte géopolitique qui a notamment privé le pays de débouchés régionaux, a été naturellement mise en avant par l'opposition. Ainsi, les représentants du groupe parlementaire Bloc des socialistes et des communistes rencontrés par la délégation sénatoriale ont dénoncé la hausse de l'extrême pauvreté et l'émigration massive : près de la moitié de la classe d'âge 2004 réside désormais à l'étranger.

De son côté, le Premier ministre a estimé qu'il existait un décalage entre le niveau de vie des Moldaves et la perception qu'ils en ont : leur revenu disponible a été maintenu, et même accru grâce aux aides accordées par les autorités moldaves. Il a toutefois reconnu que le Gouvernement avait du mal à communiquer sur son bilan dans un contexte de désinformation généralisée.

L'accueil des réfugiés ukrainiens



Les deux sénatrices au Centre communautaire 151 qui accueille des réfugiés ukrainiens, en présence de Mme Anne-Marie Deutschlander, représentante de l'agence des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR), et de l'équipe associative

Malgré sa situation économique difficile, la République de Moldavie a accueilli de très nombreux réfugiés ukrainiens depuis le début de la guerre en Ukraine, faisant preuve d'une solidarité et d'une mobilisation unanimement saluées. Aujourd'hui, environ 130 000 réfugiés ukrainiens résident encore sur le territoire, dont 80 000 sous un statut de protection temporaire. Selon M. Alexei Buzu, ministre du travail et de la protection sociale, les réfugiés ukrainiens installés en Moldavie sont en moyenne plus vulnérables que ceux qui ont réussi à rejoindre les pays de l'Union européenne (personnes atteintes de handicap, femmes enceintes...), ce qui rend leur situation plus précaire. Il a indiqué que les réfugiés ukrainiens avaient vocation, à terme, à rester et à s'intégrer grâce à l'apprentissage de la langue roumaine et l'obtention d'un emploi et d'un statut pérenne.

L'énergie est un secteur prioritaire pour les autorités moldaves, qui souhaitent mettre fin au chantage énergétique russe, dont l'arrêt brutal de l'approvisionnement de gaz à la Transnistrie le 1^{er} janvier 2025 a été l'un des derniers épisodes.

Elles ont progressivement diversifié les approvisionnements de gaz et d'électricité via des importations européennes, au prix toutefois d'un renchérissement du coût de l'énergie, et s'organisent pour parachever l'interconnexion directe au réseau électrique européen. Parallèlement, pour renforcer sa sécurité énergétique, la Moldavie se tourne vers les énergies renouvelables et la rénovation énergétique des bâtiments, soutenue notamment par l'Agence française de développement (AFD).

Lors de son déplacement à Orhei, située à une cinquantaine de kilomètres au nord de la capitale, la délégation sénatoriale a visité l'hôpital public du raion², dont le bâtiment qui héberge actuellement les urgences. Datant de l'époque soviétique, il bénéficiera du financement de l'AFD pour améliorer son efficacité énergétique. Ce projet s'inscrit dans le cadre d'une rénovation plus globale lancée par le ministère de la santé moldave grâce aux fonds provenant du Plan européen de croissance pour la République de Moldavie.

La délégation sénatoriale s'est également rendue à l'hôpital psychiatrique du raion qui a été doté d'un groupe électrogène en 2022, dans le cadre d'une action conjointe lancée par Enedis, le Centre de crise et de soutien du ministère français de l'Europe et des affaires étrangères (MEAE) et l'association Électriciens sans frontières.

II.- Un ancrage européen renforcé

Depuis le déclenchement de la guerre en Ukraine, l'ancrage européen de la République de Moldavie s'est considérablement renforcé. Le 3 mars 2022, la Moldavie a officiellement demandé à adhérer à l'Union européenne (UE), en même temps que l'Ukraine, et le 23 juin 2022, le Conseil européen lui a accordé le statut de pays candidat.

M. Igor Grosu, président du Parlement moldave et également président du PAS, a exprimé ses

¹ Il s'agit à proprement parler d'une seule élection législative car elle est organisée en un scrutin unique à l'échelle du pays, à la proportionnelle.

² La République de Moldavie est divisée en 32 raions ou districts qui correspondent aux unités territoriales de deuxième niveau, après les communes.

LA RÉPUBLIQUE DE MOLDAVIE : UN DÉSIR D'EUROPE CONSTANT MALGRÉ LES DIFFICULTÉS ÉCONOMIQUES

remerciements à la France pour son soutien durable aux aspirations européennes de la Moldavie. Les autorités moldaves « font leur devoir » pour mener à bien le processus d'adhésion : l'examen analytique, ou *screening*, de l'acquis communautaire est en bonne voie malgré le caractère réduit des équipes dans les ministères. Le but est de rejoindre la « grande famille européenne » dès 2030, selon la présidente du groupe parlementaire du PAS, Mme Doina Gherman.

Les Moldaves ont été consultés le 20 octobre 2024 sur l'inscription dans la Constitution de l'objectif d'adhésion du pays à l'UE et y ont répondu « oui » de peu, avec 50,3 % des voix³. Si la diaspora a voté majoritairement en faveur de cette initiative, une partie des Moldaves – 15 % selon le Premier ministre – a peur de la réaction de la Russie et peine encore à percevoir l'UE comme une perspective de paix et de stabilité.

Sur le plan économique, la Moldavie est pourtant déjà majoritairement tournée vers l'Union européenne, avec laquelle elle réalise 54 % de ses échanges de marchandises, contre seulement 2,5 % avec la Russie. Cette tendance est appelée à se renforcer. De 2025 à 2027, la République de Moldavie va bénéficier de la part de l'UE d'un plan de 1,9 milliards d'euros – 385 millions d'euros sous forme de subventions et 1,5 milliard d'euros sous forme de prêts – pour l'aider à mener les réformes nécessaires en vue de la rapprocher des standards européens et de soutenir sa croissance.

La gestion de cette facilité financière par les autorités moldaves, dans un contexte où la corruption reste une préoccupation et la réforme de la justice n'est pas encore aboutie, sera un point d'attention particulier.

III.- L'importance de l'échelon communal

La délégation sénatoriale s'est rendue à Peresecina, une ville de 7 000 habitants située entre Orhei et Chisinau, assez prospère en raison de l'implantation de carrières sur son territoire. Selon sa maire, Mme Valentina Buzu, Peresecina a toujours été proeuropéenne. Proche de la capitale, où une partie de ses habitants travaillent, de nombreux jeunes ayant suivi des études en Europe choisissent d'y revenir. Dans ce contexte,

Mme Valentina Buzu est l'une des rares maires élue sur le programme pro-européen du PAS.



Mme Valentina Buzu, devant la mairie de Peresecina, entourée de Mmes Marcela Adam (à gauche) et Véronique Guillotin (à droite)

Depuis 2019⁴, Mme Buzu a dit avoir constaté une nette différence dans la conduite des projets et l'obtention de subventions. Jusque-là examinés en fonction de critères politiques, les dossiers sont désormais jugés en fonction de leurs mérites et les aides européennes créent de nombreuses opportunités pour les maires.

Comme en France, l'importance de l'échelon local se fait ressentir en période de crise. Pour faire face aux conséquences de la crise énergétique, la maire de Peresecina a ainsi mobilisé son personnel communal afin d'appuyer les habitants dans leurs demandes d'aides et d'organiser la fourniture de charbon à une centaine de personnes âgées.

Toutefois, compte tenu du dépeuplement des villages, une réorganisation *via* des regroupements dans des communes nouvelles devient nécessaire. Une réforme territoriale est en discussion.

IV.- Des élections législatives décisives, sous la menace d'actions de désinformation d'origine russe

Les élections législatives ont été le premier sujet évoqué par la présidente Maia Sandu lors de l'entretien qu'elle a accordé aux sénatrices : elle les a qualifiées de « test compliqué », mais a souligné que son parti était déterminé à « combattre pour la démocratie » et faire en

³ La révision constitutionnelle est entrée en vigueur le 5 novembre 2024.

⁴ Période où Mme Maia Sandu est devenue Première ministre de la République de Moldavie.

LA RÉPUBLIQUE DE MOLDAVIE : UN DÉSIR D'EUROPE CONSTANT MALGRÉ LES DIFFICULTÉS ÉCONOMIQUES

sorte que les résultats des élections traduisent le choix des citoyens et non les manœuvres de Moscou.

De nombreux interlocuteurs ont fait état de l'escalade de la guerre hybride menée par la Russie et de leur crainte que les ingérences soient plus fortes lors de ces élections que lors des précédentes, en raison des conséquences qu'un changement de majorité au Parlement moldave pourrait avoir sur la guerre en Ukraine (notamment la possibilité de consolider la présence militaire russe en Transnistrie).

Pour M. Ion Manole, directeur exécutif de Promo-LEX, une organisation non gouvernementale (ONG) spécialisée dans la défense des droits humains et la promotion de la démocratie, les élections législatives ne visent pas seulement à élire des représentants au Parlement mais constituent aussi un enjeu de sécurité. L'Ukraine, a-t-il rappelé, avait été sauvée par le fait d'avoir un Gouvernement et une société pro-démocratie.

Outre l'achat de voix, la Russie investit massivement dans la désinformation. Selon M. Andrei Curăraru, cofondateur du *think tank* Watchdog qui participe à la lutte contre la désinformation, le dispositif russe Pravda.network cible la Moldavie 54 fois plus que les autres zones du continent européen. Pour Mme Aneta Gonța, vice-présidente du Conseil de l'audiovisuel moldave, l'espace informationnel de la Moldavie n'a pas été sécurisé pendant trente ans et un grand travail reste à faire en ce domaine. En l'état de la

législation, le Conseil de l'audiovisuel n'a toutefois autorité que sur les chaînes de télévision et les radios traditionnelles sous licence, ce qui exclut le câble et internet.

S'agissant des réseaux sociaux, le Président du Parlement, M. Igor Grosu, a souligné que la Moldavie était en situation de faiblesse pour discuter avec les grands médias sociaux américains ou chinois et avait besoin de l'aide des pays européens.

Parallèlement, la société civile a été fragilisée par le retrait des financements de l'Usaid, l'agence des États-Unis pour le développement international qui soutenait notamment de nombreux médias indépendants. Selon M. Andrei Curăraru, ceci précarise les journalistes et les rend plus vulnérables à l'influence des oligarques. Le centre de journalisme d'investigation a également perdu 80 % de ses financements de ce fait.

*

Le déplacement a permis à la délégation sénatoriale de constater l'excellence des relations bilatérales entre les deux pays et les nombreuses pistes de coopération possibles. Les autorités moldaves ont insisté sur l'importance des deux accords bilatéraux en voie de ratification, l'un sur la reconnaissance des permis de conduire et l'autre sur la protection sociale, qui contribueront à améliorer la reconnaissance de la diaspora moldave en France.

Composition de la délégation



Mme Véronique GUILLOTIN

Présidente du groupe d'amitié
Sénatrice de la Meurthe-et-Moselle
(Rassemblement Démocratique et Social Européen)



Mme Nadia SOLLOGOUB

Membre du groupe d'amitié
Sénateur de la Nièvre
(Union Centriste)

Composition du groupe d'amitié : https://www.senat.fr/groupe-interparlementaire-amitie/ami_851.html